

Tendre la main aux catholiques ?

Réponse et réflexion d'un socialiste

Par Marceau Pivert

Editions du Parti Socialiste SFIO

Librairie Populaire du Parti Socialiste SFIO

6 rue Victor Massé

Paris

1937.

Table des matières :

Avant propos

1ère proposition : « l'idée fait son chemin »

2ème proposition : « Solidarité économique »

3ème proposition : « Filiation philosophique »

4ème proposition : « propagande exclusivement idéologique »

5ème proposition : « aspiration des hommes à une vie meilleure »

6ème proposition : « les pauvres curés de 1789 »

7ème proposition : « l'encyclique de Léon XIII et le Manifeste Communiste »

8ème proposition : « l'unité syndicale complète »

9ème proposition : « lutte commune contre le fascisme »

10ème proposition : « union pour rétablir la paix »

AVANT-PROPOS

Le 17 avril 1936, Maurice Thorez, secrétaire du Parti Communiste, faisait à la radio un appel à la collaboration « *entre travailleurs communistes et catholiques* ».

Le 27 octobre 1937, dans une assemblée d'information des militants communistes de la Région parisienne, il développait ce thème et annonçait la résolution du Parti Communiste de « *persévérer dans cette politique de la main tendue aux catholiques* ».

Comme l'unité organique de la classe ouvrière est, une des nécessités historiques que tout socialiste digne de ce nom doit préparer avec ferveur, comme d'autre part, un socialiste conscient doit se

refuser, par principe, à toute complaisance envers une erreur de cette taille, il convient, dans l'intérêt de l'unité et dans l'intérêt du socialisme, d'appeler l'attention des ouvriers communistes sur les illusions et les dangers que présente une telle politique.

Tel est l'objet de ces quelques pages, dictées exclusivement par le souci très vif de servir la cause de la Révolution prolétarienne.

Marceau Pivert

Première proposition :

« L'idée lancée par les communistes a fait son chemin. Si quelques alliés et amis ont d'abord, au sein du Front Populaire, raillé les communistes, des socialistes et des radicaux se sont, par la suite, publiquement prononcés pour la collaboration avec les catholiques.

Une fois de plus, s'est écrié Maurice Thorez, nous avons raison. Il semble donc opportun de préciser notre attitude, d'en définir les raisons, d'en fixer les buts. »

Le fait qu'une erreur politique se propage n'empêche pas qu'elle soit une erreur... Il prouve tout simplement que l'éducation marxiste des travailleurs n'est pas suffisamment développée. Quant aux radicaux, il est tout à fait normal que l'indulgence de certains de leurs dirigeants à l'égard de l'Eglise soit d'autant plus marquée qu'ils deviennent plus conservateurs. Mais il n'empêche que les socialistes et les radicaux éclairés et désintéressés sont et demeurent intransigeants sur la question cléricale. On ne peut pas être socialistes, on ne peut pas être simplement républicains sans constater que l'Eglise catholique a toujours été une puissance réactionnaire extrêmement efficace et dangereuse.

Si « *l'idée fait son chemin* » c'est la preuve que ses protagonistes ont tout simplement abandonné leur terrain de classe... et le chemin qu'ils font l'est au détriment du prolétariat et à l'avantage de ses ennemis.

Dans un autre domaine, beaucoup de socialistes et tous les radicaux se prononcent « *pour la défense nationale* ». Est-ce que cela change quelque chose à la position de classe que les marxistes internationalistes adoptent après Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Lénine... ? Ce qui est important ce n'est pas le degré de perméabilité des masses à la pénétration d'une erreur, mais le repérage précis de la position de classe sur un sujet déterminé.

Deuxième proposition :

« Nous te tendons la main catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïcs, parce que tu es notre frère et que tu es comme nous, accablé par les mêmes soucis.

Les communistes sont des laïcs, partisans du matérialisme philosophique ;

IL existe une solidarité de fait, matérielle, économique et sociale, entre travailleurs catholiques et communistes. »

La première affirmation n'est-elle qu'un coup de chapeau au matérialisme ? (Au matérialisme dialectique et non pas seulement au matérialisme philosophique). On a bien cette impression à la lecture de la deuxième affirmation.

Certes, la solidarité de fait, matérielle, économique et sociale existe entre tous les travailleurs socialistes ou communistes et les doriotistes, entre les paysans rouges et les chouans, entre les syndicalistes révolutionnaires et les jaunes groupés dans le syndicat patronal.

Quelle conclusion doit en tirer le marxiste ?

Il doit en déduire la nécessité d'aider ses frères de classe à se débarrasser de la gangue de préjugés, de croyances et de superstitions qui en font des instruments entre les mains de l'Etat capitaliste, de l'Eglise, du patronat, de toutes les forces de coercition matérielles et morales qui asservissent les travailleurs et les enchainent à leurs exploiters.

Une attitude marxiste commande donc, pour commencer, la dénonciation de l'armature cléricale dont la classe dominante se sert comme elle se sert de son armée, de ses tribunaux, de sa police, de son appareil d'Etat en vue de la défense de ses privilèges.

La différence entre l'anticléricisme bourgeois et l'anticléricisme prolétarien apparaît dans la méthode de lutte contre l'Eglise et contre la religion. Le premier s'attaque aux idées (ce n'est pas absolument inutile mais c'est inefficace dans le cas où la propagande rationaliste s'adresse à des masses misérables et férocelement asservies).

Le second s'attaque à la cause économique profonde : l'exploitation capitaliste, et c'est par rapport à la lutte de classes qu'il définit son hostilité : croyances et armature cléricale se trouvant automatiquement au service de l'ennemi de classe. Il devient nécessaire de les considérer comme des obstacles à briser par le mouvement même du prolétariat.

Dans cette lutte, il arrive que des catholiques, conservant leurs croyances, sont entraînés aux côtés des masses révolutionnaires. Mais ce n'est pas parce qu'on leur a tendu la main en ménageant le système d'exploitation intellectuelle dont ils sont victimes, c'est au contraire en conduisant une attaque vigoureuse contre leurs exploiters : Frères en tant qu'exploités mais non pas frères en tant que catholiques !

Le fait élémentaire de la « *solidarité économique, matérielle, sociale* » ne peut donc, pour un marxiste, que servir de point de départ à une propagande anticléricale, du point de vue de la communauté des intérêts de classe.

En effet, comme contenu, la religion catholique est autoritaire, dogmatique et contre-révolutionnaire : son rôle consiste à dire au travailleur qui souffre : « *patiente et tu auras ta récompense au ciel* », ce qui, objectivement, constitue le meilleur service à rendre au patronat et aux privilégiés.

Et comme institution, l'Eglise s'est toujours dressée contre tous les mouvements d'émancipation.

C'est elle qui, par l'organisation des travailleurs chrétiens, des patronages des écoles libres, des jocistes, de la presse, de la radio, du cinéma, tient en tutelle des masses considérables de prolétaires et dénie par là même la solidarité de fait des exploités : à cette solidarité qui devrait entraîner l'unité d'organisation dans la lutte contre l'exploiteur, l'Eglise substitue la solidarité dans un système de croyances qui divise le prolétariat et tend à le paralyser en le maintenant dans une attitude de prière et de résignation.

Si l'on se tait sur cette réalité, lorsqu'on aborde les ouvriers catholiques, on favorise tout simplement la pénétration des influences cléricales au sein de la classe ouvrière.

Troisième proposition :

« Nous sommes, en effet, nous, communistes, les disciples de Marx et Engels, de Lénine et Staline, Nous sommes des marxistes-léninistes, des partisans convaincus du matérialisme dialectique, théorie d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire.

Nous sommes par-là les héritiers authentiques et les continuateurs de la pensée révolutionnaire des matérialistes français du XVIIIème siècle, des grands encyclopédistes, eux-mêmes fils spirituels de cet autre philosophe français Descartes dont nous avons célébré récemment la mémoire ».

Nous voudrions être sûrs que ces affirmations correspondent à une certaine réalité.

Pourquoi, si les communistes sont les continuateurs des matérialistes du XVIIIème siècle, ne reprennent-ils pas le mot d'ordre de Voltaire : « *Ecraser l'infâme* » (l'infâme, c'est l'Eglise catholique, dont les crimes contre la pensée libre et les corruptions scandaleuses semblent tout de même un peu trop facilement oubliés;)

Pourquoi, s'ils se réclament de Descartes, marquent-ils une sévérité impitoyable contre ceux des militants révolutionnaires du monde qui ne pensent pas exactement comme eux ? Une sévérité très éloignée de cette qualité cartésienne par excellence : l'indulgence à l'égard de tout homme de bonne foi, qui conserve toujours une nuance de doute jusque dans ses affirmations, et qui s'efforce de « *ne reconnaître comme vrai que ce qui lui paraît évidemment être tel* »

Mais puisque Maurice Thorez invoque des textes pour justifier la politique de la main tendue, nous nous bornerons à reproduire ceux qui nous paraissent les plus clairs dans ce domaine.

Voici Lénine [\(1\)](#)

« La religion est l'opium du peuple ». Cette sentence de Marx est la pierre angulaire de toute la philosophie marxiste dans la question religieuse. Le marxisme considère toutes les religions, toutes les Eglises contemporaines, les organisations religieuses de toutes sortes comme des instruments de la réaction bourgeoise destinés à abrutir la classe ouvrière et perpétuer son exploitation.

« Le marxisme, c'est le matérialisme. Comme tel, il est tout aussi impitoyable envers la religion que le matérialisme des Encyclopédistes du XVIIIème siècle ou de Feuerbach. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que celui des Encyclopédistes ou de Feuerbach, car il s'applique à l'histoire et aux sciences sociales. Nous devons combattre la religion, et pour cela, il faut expliquer, en matérialiste les sources de la foi et de la religion dans le peuple.

La lutte antireligieuse ne peut se borner à des prêches abstraits, elle doit être liée à la pratique concrète du mouvement de classe qui tend à supprimer les racines sociales de la religion.

Actuellement, dans les pays capitalistes, les racines de la religion sont surtout sociales... c'est la domination du capital sous toutes ses formes...

Le marxiste doit être matérialiste, c'est-à-dire ennemi de la religion, mais matérialiste dialectique il ne posera pas la lutte antireligieuse dans l'abstrait, sur le terrain de la théorie pure et immuable, mais concrètement sur le terrain de la guerre de classe, qui est une réalité, qui, plus et mieux que tout, éduque les masses.

Le Parti du prolétariat exige que l'État déclare la religion affaire privée; mais lui-même ne considère nullement comme « une affaire privée » la lutte contre l'opium du peuple, contre les superstitions religieuses, etc... »

Voici Maxime Gorki : (au deuxième Congrès des Athées militants),

« Qui a créé les dieux ? C'est nous, c'est notre fantaisie, c'est notre imagination. Si nous les avons créés, nous avons le droit de les renverser. Et nous devons les renverser. A leur place, nous n'avons besoin de rien, ni de personne. Nous n'avons besoin que de l'homme et de sa propre raison. »

Voici Lounatchiarski, au même Congrès :

« Le marxisme explique la religion par la pression exercée sur l'homme par les forces de la nature. L'homme doit donc pour détruire la religion, maîtriser la nature.

Quand la machine sera vraiment l'esclave de l'homme, quand il sera le maître de la terre, la religion aura vécu, et sans espoir de retour... La lutte pour le socialisme, pour l'industrialisation, la collectivisation de l'économie paysanne, la réforme des mœurs s'identifie dans son sens profond avec la lutte contre l'Eglise. »

Enfin, pour bien saisir la nécessité de l'intervention humaine, dans le changement des rapports entre les classes, pour mettre en évidence la véritable erreur de méthode que constitue la « *politique de la main tendue* il faut se reporter aux « *Notes sur Feuerbach* ». (Religion, philosophie, socialisme, p. 235),

Karl Marx y répond à ceux qui, un peu trop légèrement, s'inclinent devant une réalité donnée en comptant sur la modification mécanique des circonstances. Les uns attendent de la transformation sociale la destruction des racines de la religion et de l'Eglise. Les autres attendent de l'évolution de la société capitaliste le moment où la concentration des forces capitalistes et prolétariennes rendra possible l'avènement du socialisme... Mais ces « *attentistes* » n'ont oublié qu'une chose, c'est que les transformations qu'ils « *attendent* » ne se produiront pas sans leur action de classe. Ici se place la distinction entre le matérialisme pur et le matérialisme dialectique, conquête prolétarienne inappréciable :

« La doctrine matérialiste disant que les hommes sont le produit des circonstances et de l'éducation que, par conséquent, pour obtenir un changement dans la nature humaine, il faut que les circonstances et l'éducation se modifient, oublie que ce sont précisément les hommes qui changent les circonstances et que l'éducateur doit lui-même être éduqué... La coïncidence de la modification des circonstances et de la nature humaine ne peut être saisie et rationnellement comprise que comme pratique révolutionnaire. »

La filiation dont se réclame Maurice Thorez n'existe donc réellement que dans la mesure où la « *pratique révolutionnaire* » permet de prendre la suite des luttes héroïques du passé contre toutes les

puissances d'oppression. Dans ce ras, ce n'est pas la « *main tendue* » qui réussit, mais bien le « *poing armé* » des opprimés...

On trouverait à ce propos une filiation tout à fait significative qui part des premiers balbutiements de la pensée scientifique moderne pour arriver jusqu'à la phase la plus aigüe de la crise révolutionnaire : dans ses instructions pour l'insurrection d'octobre (2), Lénine rappelle un principe stratégique mis en évidence par Marx et rendu célèbre par Danton : « *De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace.* »

Or, ce principe d'action révolutionnaire, Danton l'avait très probablement puisé dans d'Alembert (Morceaux choisis pour les jeunes étudiants) qui lui-même l'avait traduit de Bacon sous cette forme :

« *Quelle doit être dans les affaires la première qualité*

- *L'audace !*

- *Quelle est la seconde ?*

- *L'audace !*

- *Quelle est la troisième*

- *L'audace ! »*

Ainsi, le prolétariat est bien l'héritier légitime des révolutions successives qui ont transformé le monde..., mais à condition qu'il transpose, lui aussi, dans l'action les enseignements dont il a hérité.

A ce sujet c'est Proudhon qu'il faudrait relire (De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise) Proudhon dont le principe suivant ne manque pas d'à propos :

« *Se définir, se distinguer, c'est être, de même que se confondre, et s'absorber, c'est se perdre.* »

Quatrième proposition :

« *Confiants dans la valeur de notre doctrine, nous ne voulons dès lors employer dans la propagande de nos conceptions que des armes purement et exclusivement idéologiques.* »

Combien nous serions heureux que cette proposition soit effectivement appliquée partout où des frères de classe ont à souffrir de leurs désaccords idéologiques avec le Parti Communiste ! Les emprisonnements, les calomnies effroyables, les disparitions mystérieuses, les assassinats, les exécutions, ne devraient-ils pas être bannis de la liste des moyens de « *propagande* » au sein de la classe ouvrière ? Malheureusement nous sommes obligés de constater qu'on les utilise encore au moment où l'on affirme, à l'égard des catholiques une attitude beaucoup plus conforme à l'idéal socialiste, fait de libre discussion et de respect de la vie humaine. La contradiction, ici, entre la phrase et les faits affaiblit considérablement la position communiste...

Cinquième proposition :

« *Le matérialisme philosophique des communistes est loin de la foi religieuse des catholiques. Cependant, aussi opposées que soient leurs conceptions doctrinales, il est impossible de ne pas*

constater chez les uns et les autres une même ardeur généreuse à vouloir répondre aux aspirations millénaires des hommes à une vie meilleure. »

Encore une proposition qui cherche, sans y parvenir, à dissimuler le caractère véritable de la réalité contemporaine : quel est l'individu qui n'aspire pas à une vie meilleure ? Même le plus rétrograde et le plus fanatique des réactionnaires ? Est-ce que cette constatation banale change quoi que ce soit à la fonction sociale de l'Eglise, et à cette sorte de détournement monstrueux des aspirations les plus nobles dont les travailleurs catholiques sont victimes ?

Quelle est, en effet, la réponse de l'Eglise à ces « aspirations millénaires » ?

C'est celle-ci : « *N'attendez pas le royaume de Dieu dans cette vallée de larmes, qui n'est autre qu'un territoire d'exil et de souffrance où vous devez séjourner pour racheter le péché originel. C'est plus tard, et si vous avez mérité le ciel par votre patience et votre résignation, que vous pourrez atteindre à la félicité éternelle?...* »

...En attendant, naturellement, la classe dominante, peut continuer sans inquiétude son exploitation !

Au contraire, le socialisme affirme que le salut de l'humanité dépend d'eux-mêmes ; que les hommes peuvent forger leur destin et maîtriser les forces adverses, celles de la nature, et celles de la société.

Entre les deux positions, aucune conciliation n'est possible : c'est le grand drame philosophique entre la « transcendance » et « l'immanence ». C'est la divergence fondamentale définie ainsi par Jaurès (J.O., janvier 1910) : « *Si les hommes de la révolution poussent jusqu'au bout le principe révolutionnaire, et si les Chrétiens poussent jusqu'au bout le principe de l'Eglise, c'est dans une société unie en apparence, le plus prodigieux conflit qui se puisse imaginer* »

Là encore, quelle est la méthode socialiste ? Celle qui dissimule le conflit, qui voire l'antagonisme sur les ruines duquel: doit naître une nouvelle société ?

La méthode socialiste n'est pas celle qui tend la main en fermant les yeux, mais au contraire, celle qui s'adresse aux travailleurs accablés et prosternés en leur disant : « *frères, levez-vous et marchez avec nous: c'est sur la terre que vous devez et que vous pouvez mieux vivre; mais pour cela, il faut vous débarrasser de vos exploiteurs, de leurs gendarmes et de leurs prêtres !* »

Sixième propositions :

« *Les pauvres curés de village, en 1789, acquis à la cause du peuple, ont accéléré la marche des événements révolutionnaires en se joignant aux délégués du Tiers Etat* ».

Réponse de Blanqui :

« *Beaucoup de nobles et de prêtres avaient pris fait et cause pour la Première Révolution; faut-il en conclure que la Révolution n'était pas dirigée contre la noblesse et le clergé ? Qui oserait soutenir une telle absurdité ?* »

(Blanqui à Belle-Isle, par Dommanget, p. 177) [\(3\)](#).

Septième proposition :

« Quel est présentement l'obstacle essentiel au rapprochement des hommes, à leur bonheur mutuel ? C'est l'oppression économique qu'un petit nombre de riches et d'opulents, (le maîtres inhumains et cupides fait peser sur l'infinie multitude des prolétaires soumis à un joug presque servile. »

« L'encyclique Rerum Novarum, du pape Léon XIII, a dénoncé ce mal en 1891, presque dans les mêmes termes que le manifeste communiste de Marx et d'Engels, plus vieux d'un demi siècle ».

Nouvelle tentative de dissimulation : ce ne sont pas comme le disent, en effet, certains prias de l'Encyclique invoquée, quelques « *maîtres inhumains et cupides* » qui sont en cause : c'est la classe capitaliste, c'est le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est une erreur de méthode particulièrement dangereuse que de paraître se placer ainsi sur le terrain même de son adversaire (lequel ne met pas en cause le régime capitaliste, dont il affirme, au contraire, la légitimité, mais quelques « *excès* ») et d'abandonner par là même le terrain extrêmement solide de l'analyse marxiste dont le manifeste communiste est le plus puissant exemple [\(4\)](#).

Il est terriblement imprudent de laisser croire aux travailleurs chrétiens qu'après tout « *leur* » Léon XIII est d'accord avec « *notre* » Karl Marx.

Et d'ailleurs c'est absolument faux

Tout le manifeste communiste est une analyse vengeresse de l'histoire des luttes de classes et de la société capitaliste, analyse couronnée par l'appel éminemment révolutionnaire « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Au contraire, toute l'œuvre de Léon XIII, et particulièrement l'Encyclique Rerum Novarum [\(5\)](#) est inspirée par la crainte de la propagande révolutionnaire, la nécessité de « *circonscrire* » par tous les moyens les « *pernicieuses influences du socialisme sur les travailleurs...* »

L'inspiration du manifeste communiste apparaît à chaque page, comme l'expression d'une force qui prend conscience d'elle-même et qui déploie largement le drapeau de la révolution :

« les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout l'ordre social actuel. Que les classes régnautes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ? Les prolétaires n'ont rien à y perdre, hors Leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. »

Il y a loin de ce fier langage à la politique de Léon XIII et à celle de la main tendue.

L'Eglise a parfaitement compris le danger, pour ses prérogatives non seulement spirituelles, mais surtout matérielles, de l'appel à la révolution sociale.

C'est pourquoi elle réplique par cette triple déclaration :

1° Toute l'autorité vient de Dieu;

2° Le devoir des hommes est d'obéir aux pasteurs ;

3° Tout est bon pour éloigner des travailleurs la « peste socialiste »...

Ce qui frappe le plus dans « *la politique de la main tendue* » c'est qu'elle suppose une ignorance grave des véritables directives de l'Eglise et des obligations de conscience auxquelles un catholique sincère doit satisfaire.

C'est pourquoi nous devons voir très exactement à qui nous avons affaire :

« *L'Eglise ne cesse de répéter que le fondement de la foi n'est pas la raison mais l'autorité. Il appartient à Dieu, souverain arbitre de toutes choses d'affirmer, non de disputer.* »

(Pie IX, 17 mars 1856.)

« *Il faut combattre vigoureusement pour le Christ, mais seulement sous la direction et l'autorité de ceux que le Christ lui-même a choisis pour chefs.* »

(Léon XIII, lettre aux évêques du Brésil, t. IV, p. 112.)

« *Lorsqu'on trace les limites de l'obéissance aux pasteurs des âmes et surtout au Pontife romain, il ne faut pas penser qu'elles renferment seulement des dogmes auxquels l'intelligence doit adhérer, et dont le rejet opiniâtre constitue le crime d'hérésie...*

Il faut, en outre, que les chrétiens considèrent comme un devoir de se laisser régir, gouverner et guider par l'autorité des évêques et surtout par celle du Siège apostolique.

...Il appartient de droit divin à l'Eglise et, dans l'Eglise, au pontife romain, de déterminer dans les deux ordres (les choses se rapportant à Dieu et celles se rapportant à l'Homme) ce qu'il faut croire et ce qu'il faut faire ».

Léon XIII (Sapientiae Christianae T. II, p. 280).

« *C'est un devoir de conscience d'obéir aux autorités légitimes... Rien n'est plus efficace que cette disposition d'esprit pour extirper tout genre de vice à sa racine et la violence, l'injustice, et l'esprit de révolution et l'envie entre les diverses classes de la société: toutes choses qui constituent les principes et les éléments du socialisme* » (Léon XIII, *Auspicato*, t. I, p. 176).

Ainsi, aucune équivoque possible : l'Eglise entend conserver la direction totale de son troupeau de fidèles et l'arracher à l'influence socialiste. Pour cela, elle réclame l'obéissance absolue ; elle interdit de discuter ses affirmations. Elle prend littéralement le contrepied des principes socialistes. On peut lui tendre la main : elle ne cédera jamais sur sa prétention à régenter le monde

« *Il est conforme à l'ordre établi par Dieu qu'il y ait dans la société humaine des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres.* »

(Pie X, *Motu proprio*, T. I. p. 109).

D'où la condamnation des Karl Marx et autres « meneurs »...

« *Il faut considérer comme absolument contraire au véritable esprit de charité et par suite même, de la démocratie chrétienne, un langage qui pourrait inspirer au peuple de l'aversion pour les classes supérieures de la société.* » (Léon XIII *Rerum Novarum*)

Et qu'on ne s'imagine pas pouvoir discuter avec les catholiques fidèles à leur chef suprême... Non ! ceux à qui on tend la main ne peuvent que la refuser ou s'évader de leur communauté spirituelle. Ils n'ont pas le droit de penser par eux-mêmes : ils doivent en référer à leurs prêtres.

« Cette Eglise est par essence une société inégale, c'est-à-dire une société comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau, ceux qui occupent un rang dans les différents degrés de la hiérarchie et la multitude de fidèles. Et les catégories sont tellement distinctes entre elles, que dans le corps pastoral seul résident le droit et l'autorité nécessaires pour promouvoir et diriger tous les membres vers la fin de la société ; quant à la multitude, elle n'a pas d'autre devoir que celui de se laisser conduire et, troupeau docile, de suivre ses Pasteurs. »

(Pie X. Véhémenter, t. II, p. 132.)

« Ce que nous demandons, c'est que, par un retour sincère aux principes chrétiens, on rétablisse et on consolide, entre patrons et ouvriers, entre le capital et le travail, cette harmonie et cette union qui sont l'unique sauvegarde de leurs intérêts réciproques et d'où dépendent à la fois le bien-être privé, la paix et la tranquillité publique ».

(Léon XIII. Discours aux ouvriers français, 20 octobre 1880. In Cerceau catéchisme de Léon XI I, page 442.)

On voit maintenant ce que signifie l'audacieux euphémisme choisi par Maurice Thorez lorsqu'il parle des « *mêmes termes* » employés par Karl Marx et par Léon XIII 1 [\(6\)](#).

Sur l'évolution du christianisme primitif au catholicisme moderne, voir l'excellente brochure de Rosa Luxembourg, « *Le socialisme et l'Eglise* » que la librairie populaire vient d'éditer.

Huitième proposition :

« L'idée de l'unité syndicale complète progresse peu à peu. Ceux qui inspirent l'activité des syndicats chrétiens ont admis qu'en vue de sauvegarder les intérêts ouvriers, un accord pouvait être conclu entre les syndicats chrétiens et confédérés. Les syndiqués voudront certainement plus qu'une entente occasionnelle entre leurs organisations. Ils exigeront l'unité dans un seul syndicat. Rien ne saurait justifier plus longtemps la division. »

Rien ? Mais précisément Léon XIII recommande de « *venir en aide aux travailleurs en les enrôlant dans des « corporations » ouvrières, ou mixtes, pour les empêcher d'être enrôlés par les « mauvais*».

(Léon XIII. « *Ilumanum Genus*, t. 1 p. 272.)

Dans son Allocution en réponse au cardinal Oreglia (t. VII, p. 168), Léon XIII précise bien le rôle de toutes les associations placées sous l'influence de l'Église. « *Si elles ne réussissaient qu'à circonscrire les pernicieuses influences, elles rendraient, par cela seul, un grand service à la société et à la civilisation chrétienne. »*

Est-ce que le syndicat unique répondra à cette définition ? Ce n'est pas possible, le syndicat est placé sur le terrain de la lutte des classes, le syndicat chrétien, au contraire, repousse les enseignements de l'expérience ouvrière et demeure sous la dépendance de l'Église, c'est-à-dire de la classe dominante et souvent on le voit docile aux manœuvres du patronat. Le recrutement syndical doit se faire en

démasquant ces trahisons inévitables : ou trahison des intérêts ouvriers - ou trahison des enseignements de l'Eglise. - Les opinions philosophiques et religieuses des syndiqués ne sont pas en cause au sein du syndicat mais à la condition que celui-ci soit constitué sur le principe de la reconnaissance de la lutte de classes et de la nécessité d'exproprier les exploités capitalistes. (7)

Neuvième proposition :

« Nécessité et possibilité de la lutte commune entre communistes et catholiques contre le fascisme, pour la défense des libertés démocratiques, au premier rang desquelles figure la liberté de conscience. »

Décidément il faut rappeler ici la vérité historique la plus élémentaire : toute une longue lutte contre les libertés démocratiques, et plus particulièrement la liberté de conscience a été poursuivie, à travers les siècles par l'Eglise catholique, qui n'acceptera jamais une révision de sa position à ce sujet. Cela conduit, partout où l'Eglise est la plus forte, au monopole clérical de l'enseignement, à l'hégémonie absolue dans tous les actes de la vie civile,

à la collusion la plus évidente (en dépit de conflits secondaires provisoires en Allemagne) avec toutes les autorités réactionnaires du monde. Avant d'envisager la possibilité d'une collaboration avec les catholiques dans le domaine de la liberté de conscience, peut-être conviendrait-il de leur demander ce qu'ils pensent de notre école laïque ; pourquoi ils défendent si farouchement_ leur monopole sur les écoles d'Alsace ? Ces milliers d'enfants, ces centaines d'instituteurs encore assujettis à l'enseignement de la religion, même s'ils sont libres-penseurs, est-ce qu'on est disposé à leur accorder la « *liberté de conscience* ? »

Mais comme tout se tient et comme on semble trop oublier les leçons de l'histoire, nous allons rappeler, très brièvement, certaines dates et certaines attitudes de l'Eglise et de ses papes depuis la Révolution française.

Le 29 mars 1790 Pie VI condamne la Révolution française et les principes de la Déclaration des droits de l'Homme ;

La liberté de penser et de manifester sa pensée ;

La suppression des dîmes ;

L'admission des non catholiques aux fonctions publiques ;

La nationalisation des biens ecclésiastiques.

Le 10 mars 1791 il condamne à nouveau la liberté de penser « *droit monstrueux* », et « *l'égalité* », la « *liberté effrénée* » qui n'aboutissent qu'à renverser la religion catholique.

Le 23 avril 1791, il réprovoie expressément la Déclaration des Droits de l'Homme et les 17 articles qui la composent « *si contraires à la religion et à la société* ».

Il fait appel à l'intervention armée des souverains contre la France (il s'adresse à Catherine II, à Léopold... qui viennent de se partager la très catholique Pologne avec Frédéric II...

Le 8 août 1792, à la mort de Léopold, il presse son successeur François II de « *dompter par les armes les ennemis acharnés et puissants, et de rétablir dans leur état l'Eglise et le royaume de France* », naturellement « *pour nous rendre ce qui nous a été arraché par la Violence* », (les biens du clergé).

Le 17 juin 1793, il blâme la Convention d'avoir aboli la royauté, la Constituante, cet « *atelier d'imposture* », le nom mensonger et suborneur de « *liberté* », celui « *d'égalité* », cette chimère... etc...

Le 29 avril 1814, à l'avènement de Louis XVIII, Pie VI1 proteste contre le projet de constitution qui consacre « *la liberté de conscience et de culte, la liberté de la presse, l'égalité des religions* ».

Le 13 septembre 1821, il fulmine contre les carbonari qui reconnaissent à chacun « *la liberté de se créer une religion à leur idée* ».

Le 13 mars 1826, Léon XIII s'en prend aux francs-maçons et à la jeunesse universitaire qui « *cherchent à renverser les pouvoirs légitimes* ».

Le 15 août 1832, Grégoire XVI jette l'anathème contre « *cette maxime fausse ou plutôt ce délire: la liberté de conscience, la liberté des opinions, la liberté de la presse, liberté exécrationnable, la plus funeste, pour laquelle on n'aura jamais assez d'horreur* ».

Le 20 avril, puis le 3 décembre 1849, Pie IX condamne la République, la liberté de la presse, le socialisme ou le communisme. Il déclare que les pauvres ne doivent pas s'attrister de leur condition car la pauvreté leur prépare pour le salut un chemin plus facile, pourvu qu'ils supportent patiemment leur indigence.

Le 27 septembre 1852, puis le 26 juillet 1855, il flétrit encore la liberté de la presse et de culte. Le 18 mars 1861, toute la civilisation moderne. Le 8 mars 1864, toutes les erreurs modernes: la liberté de conscience et des cultes, la liberté de la presse (liberté de perdition, la souveraineté du peuple, la loi civile, l'instruction laïque, le socialisme, le communisme.

Toutes ces condamnations sont codifiées, en outre, dans le Syllabus (Corps de jugement en 80 articles qui jette l'anathème « *à ceux qui disent nue le Pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la Société moderne* ».

Le 5 mai 1874, il prend position contre le suffrage *universel* « *qui mériterait d'être appelé le mensonge universel* ».

Léon XIII à peine installé au Vatican, dénonce le socialisme ou le communisme « *cette plaie mortelle qui conduit la société humaine à sa perte* ».

Le 28 décembre 1878 (Quod Apostolici), il définit le rôle conservateur de l'Eglise : si les princes excèdent leur pouvoir, la doctrine catholique ne permet pas de s'insurger contre eux, et lorsque l'excès en est venu au point qu'il n'y a plus aucune espérance de salut, la patience chrétienne apprend à rechercher le remède dans d'instantes prières auprès de Dieu !

En outre, pour détourner le fléau du socialisme, l'intérêt des princes est de rétablir l'Eglise dans la condition et la liberté nécessaire pour exercer sa salutaire influence.

Le 1er novembre 1885, il confirme le Syllabus et condamne encore toutes les libertés modernes, l'instruction laïque, le mariage civil, la nationalisation des biens de l'Église, la Séparation des Églises et de l'État.

Même son de cloche en 1888 : « *pas de liberté pour les doctrines mensongères* » (c'est-à-dire tout ce qui n'est pas le catholicisme)

Puis voici la manœuvre du ralliement (1892).

Le pape conseille aux catholiques d'aborder la vie politique « *pour tirer des institutions, autant que faire se peut, le bien public sincère et vrai, en se proposant d'infuser dans toutes les veines de l'État, comme une sève et un sang réparateur, la vertu et l'influence de la religion catholique* ».

C'est dans ce cadre qu'il faut placer la fameuse encyclique Rerunm Novarun (15 mai 1891)

Cédant à la poussée socialiste Léon XIII est obligé de dénoncer « *une faction, qui, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources, faction qui tient en sa main plus d'un ressort de l'administration publique* ».

Mais il dénonce aussi le socialisme comme « *inepte, injuste et subversif* ».

La base de la doctrine sociale de l'Église est ainsi précisée : l'homme ne doit pas chercher son bonheur sur cette terre, mais prendre en patience sa condition, car l'inégalité est nécessaire, la douleur et la souffrance sont l'apanage de l'humanité: quand nous aurons quitté cette vie, alors seulement nous commencerons à vivre, tel est le dogme sur lequel repose toute l'économie de la religion.

Par suite, l'objet des organisations corporatives sera « par le perfectionnement moral et religieux, de les prémunir contre les opinions erronées. »

D'ailleurs, pour rassurer certaines inquiétudes capitalistes, Léon XIII précise le 18 janvier 1901, que la « *démocratie sociale* » et la démocratie chrétienne n'ont « *rien de commun* », il y a entre elles « *toute la différence qui sépare le système socialiste de la profession de foi chrétiens* », car la question sociale est avant tout une question morale et religieuse...

En 1903, après 25 années de Pontificat, Léon III reprend ses condamnations : du principe du libre examen, du rationalisme, du matérialisme, du laïcisme, de la souveraineté populaire, de « *l'esprit de révolte des classes populaire* », et du socialisme.

Le 14 novembre 1901, Pie X renchérit contre « l'affreuse tempête révolutionnaire qui a renversé l'ancien régime ».

Puis contre la loi de séparation des Églises et de l'État comme « *injurieuse vis-à-vis de Dieu., et foulant aux pieds les droits de propriété de l'Église* ».

Le 11 février 1906, il condamne toute l'œuvre laïque de la troisième République.

Le 8 septembre 1907, il affirme que dans un État catholique, l'État ne peut ignorer la religion, l'Église et l'État ne peuvent être qu'alliés au ennemis.

le 25 août 1910, il condamne sévèrement le Sillon dont les rapprochements entre l'Evangile et la Révolution sont blasphématoires.

Benoît XV condamne à son tour le socialisme, les pauvres qui attaquent les riches, la fréquence des grèves.

Le 1er novembre 1914, il montre aux gouvernants la nécessité de ne pas se séparer de la religion.

« Si la paix s'est envolée ce n'est pas sans l'assentiment de Dieu, c'est parce que les peuples qui avaient toutes les préoccupations sur la terre vengent les uns sur les autres par de mutuels carnages l'oubli et l'abandon de Dieu ».

Enfin, le 23 décembre 1922, Benoît XV dénonce encore le laïcisme, le matérialisme, la lutte des classes, et *« les régimes représentatifs qui se prêtent plus aisément que les autres au jeu déloyal des factions »* cela au moment même où le fascisme triomphe avec la complicité du Roi, du Grand Capitalisme... et du Vatican. [\(8\)](#)

Nous avons donc le droit de conclure que, pour lutter contre le fascisme, il faudra chercher un autre allié que le Vatican.

Dixième proposition :

« Unis dans la défense des libertés, communistes et catholiques doivent être unis également pour rétablir la paix. »

Même illusion périlleuse, Le Vatican n'a rien fait pour éviter la guerre: on a même lu, ci-dessus, que Benoît XV la considérait comme une punition céleste... C'est peut-être encore la même explication qui prévaut à l'égard des malheureux basques catholiques de Guernica, coupables d'avoir fait alliance avec les *« rouges »*. Au contraire, toutes les bénédictions pleuvent sur les vaillants généraux franquistes, qui ont ensanglanté leur pays, et sur ces braves marocains *« soldats du Christ »*, et sur les légionnaires qui éventrent si habilement les femmes socialistes ou communistes.

S'imaginer un seul instant que la paix peut être à la merci d'une *« politique de main tendue aux catholiques »* c'est manifester un oubli tragique, des leçons mises en évidence par Lénine : toute lutte contre la guerre sans action révolutionnaire est une phrase creuse.

Et c'est quelque chose de pire encore

C'est oublier les services inestimables que la contre-révolution mondiale a pu trouver dans sa collaboration avec l'Eglise catholique :

- L'assassinat des ouvriers viennois socialistes

- Le rôle du clergé espagnol dans le soulèvement franquiste et dans la barbarie effroyable qui est actuellement déchaînée sur la moitié de la péninsule : les exécutions, les tortures, les incendies de bibliothèques... ;

Les méthodes de guerre civiles du clergé mexicain, qui a joué de la dynamite, fait dérailler les trains, poignardé et fusillé les militants républicains ou socialistes ;

Les approbations chaleureuses du Vatican à toutes les folies impérialistes de Mussolini, et à tous ses crimes ; approbations payées sans doute par les, accords de Latran, mais qui marquent le véritable caractère de la puissance pontificale dans la lutte de classe internationale de notre époque.

Non ! Tout cela ne peut pas être oublié ! Non ! Nous ne pouvons pas compter sur des alliés de ce calibre ! Non ! Tendre la main aux travailleurs catholiques ne peut avoir de sens que si on est décidé à s'asseoir, comme en 1914, à côté des évêques et des cardinaux dans une nouvelle union sacrée à laquelle nous ne consentirons jamais !

Est cela que prépare, par sa politique, le Parti Communiste ? Et si ce n'est pas cela comment ne voit-il pas qu'il jette le trouble et la confusion dans les rangs ouvriers au seul bénéfice de l'infiltration cléricale, déjà considérable, et derrière laquelle se prépare l'invasion du virus fasciste, autoritaire et fanatique.

Conclusion :

L'existence de masses prolétariennes encore soumises à l'influence cléricale pose un problème tactique qui n'est pas nouveau dans le mouvement ouvrier. On ne peut le résoudre qu'en étant guidé par les principes suivants :

1° D'abord, aucun compromis avec l'adversaire, particulièrement dans le domaine scolaire, périscolaire et post-scolaire où toutes les œuvres laïques doivent être développées autant pour arracher l'enfance à l'influence cléricale que pour préparer des générations capables de se défendre contre toutes les menaces d'oppression ;

2° Ensuite, aborder les travailleurs catholiques à l'occasion de leurs revendications de classe et en les entraînant dans la lutte aux côtés de leurs frères plus éclairés. Cela est possible sans qu'il soit nécessaire de blesser leurs convictions religieuses, mais en leur ouvrant les yeux sur la véritable exploitation dont ils sont victimes sur le plan intellectuel comme sur le plan économique

3° Enfin dénoncer impitoyablement le rôle de conservation et de servilité des dignitaires de l'Eglise et de toute son armature par rapport à l'ordre social capitaliste dont ils constituent une indispensable « *gendarmerie spirituelle* ».

Notes :

(1) Cr. La politique antireligieuse de l'U.R.S.S. par Martet, (page 30 et suivantes)

(2) Conseils d'un absent 21 octobre 1917.

(3) d'ailleurs la marche des événements a très vite remis chacun dans son camp : les prêtres, évêques et le Vatican du côté de la contre-révolution, le peuple de l'autre. Une minorité seulement de « *pauvres curés* » et même quelques dignitaires, furent amenés par la force des choses à choisir le camp de la révolution en abandonnant leur foi. La vague de déchristianisation de 1793 fut la réponse aux soulèvements et assassinats provoqués par l'Eglise. (Cf Aulard chez Rieder)

(4) Rappelons le paragraphe §8 : « *le socialisme chrétien n'est qu'une eau bénite de cour pour donner aux rancunes aristocratiques la consécration du prêtre* ».

(5) publié le 15 mai 1861, deux semaines après la fusillade de Fournies !

(6) Puisque Maurice Thorez se réfère à Jules Guesde, rappelons la réponse que notre grand disparu fit un jour à ceux qui l'accusaient ironiquement de devenir clérical : « *j'ai tenu à expliquer comment nous pouvions, comment nous devons être chrétiens dans le passé en tenant compte des services rendus par le Christianisme, alors, et comment nous pouvons et devons être athées et collectivistes, aujourd'hui au moment où l'homme est en train de devenir dieu et se sauver lui-même.* » Double réponse de Jules Guesdes p.48, librairie populaire.

(7) Tout le caractère de la manœuvre d'enveloppement de l'Eglise est parfaitement analysé dans le livre de Ch. Guignebert « le problème religieux dans la France d'aujourd'hui » (Librairie Marcel Rivière).

On y trouvera entre autres :

- l'opinion de Benoit Malon : l'Eglise ne travaille pas pour le peuple mais pour elle ; son « *socialisme* » « *ne peut pas aller au-delà de la réglementation du travail, cet article premier des programmes socialistes et de la constitution d'un patronat chrétien, oppresseur des consciences et confiscateur de toutes les libertés intellectuelles et morales du travail* » (p.128)

- une lettre de Merry del Val, au nom de la sacrée congrégation du Saint Office (25 avril 1921) rappelant « *qu'il n'est pas possible aux catholiques de faire partie des œuvres interconfessionnelles* ». (p.127)

- enfin la conclusion de l'auteur : « *l'Eglise n'a pu que se poser en classe dans la lutte des classes* ».

(8) Conf. Documents pontificaux, Georges Michon (Rieder) et la cité chrétienne (Henri Brun) Paris 5 rue Bayard.